

« Appel de Poitiers »

Nous, étudiants de l'Université de Poitiers et de l'IRTS, réunis en Assemblée Générale le lundi 18 octobre, reprenant l'appel de Nantes lancé le mardi 12 octobre dernier, sommes déterminés à imposer le retrait du projet de contre-réforme des retraites et à faire échouer le gouvernement dans sa nouvelle tentative de destruction de nos acquis sociaux et de casse du service public.

Après les journées d'action des 7 et 23 septembre et des 2, 12 et 16 octobre, qui ont déplacé des millions de personnes dans les rues, un cap doit être franchi. Nous appelons donc à construire un mouvement de grève reconductible dans les universités, main dans la main avec les salariés, seul moyen de faire céder le gouvernement.

Pour ceci, nous nous déclarons en grève et nous appelons l'ensemble des étudiants de toutes les universités :

- à voter et faire vivre la grève sur leurs lieux d'étude ;
- à organiser partout où c'est possible des manifestations massives, régulières et assorties de blocages économiques ;
- à participer à la construction d'un mouvement coordonné nationalement afin d'élaborer ensemble une stratégie et une plate-forme de revendications nous permettant de nous inclure dans le mouvement de grève reconductible interprofessionnelle.

Nous, étudiants de Poitiers, demandons :

- une égalité effective des salaires hommes/femmes, et de fait un égal accès à une retraite décente,
- une politique qui s'attaque réellement au chômage et à la précarisation de l'emploi, en faisant fi des effets d'annonce, préalable à une sauvegarde du système de retraites par répartition,
- la reconsidération de la place et de la répartition du travail dans la société, permettant ainsi un mieux-vivre de chacun,
- l'application de la taxe TOBIN, prélevée sur tous les mouvements de capitaux afin de réduire la spéculation et l'instabilité financière,
- l'arrêt de la répression à outrance des mouvements sociaux et du militantisme au sens large,
- le retrait de la loi Besson (2010) et la fin d'une politique xénophobe qui stigmatise certaines populations immigrées et bafoue les droits fondamentaux,
- l'arrêt des suppressions de postes dans l'Éducation Nationale, ainsi que la titularisation de tous les précaires de l'enseignement,
- l'abandon du processus de Bologne, impliquant le retrait de la loi LRU et celle instaurant la masterisation de la formation des enseignants.